



N° 15454*02

Requête en obligation alimentaire Saisine du juge aux affaires familiales

(Articles 205 et suivants du code civil, articles 1137 et suivants du code de procédure civile, articles L.132-1 et suivants et R.132-9 et suivants du code de l'action sociale et des familles)

Vous n'êtes pas en mesure d'assurer votre subsistance et vous souhaitez obtenir une pension alimentaire de vos parents, de vos enfants, de vos petits-enfants ou de votre gendre ou belle-fille.

Vous devez verser une pension alimentaire. Vous désirez réduire son montant, suspendre ou supprimer ce versement.

Nous vous invitons à lire attentivement la notice n°52034 avant de remplir ce formulaire.

Votre identité :

Madame

Monsieur

Votre nom de famille (nom de naissance):

Votre nom d'usage (exemple : nom d'époux/d'épouse)

Vos prénoms : _____

Vos date et lieu de naissance : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

à _____

Votre nationalité : _____

Votre profession : _____

Votre adresse : _____

Complément d'adresse : _____

Code postal : |_|_|_|_|_|_| Commune: _____

Pays: _____

Votre adresse électronique : _____

_____ @ _____

Numéro de téléphone: |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Bénéficiez-vous de l'aide juridictionnelle ? Oui Non

Si oui indiquez la date de la décision |__|_|_|_|_|_|_|_|_| ou la date à laquelle vous en avez fait la demande |__|_|_|_|_|_|_|_|_|

Identité du ou des défendeurs :

Identité du premier défendeur :

Madame Monsieur

Son nom de famille (nom de naissance):

Son nom d'usage (exemple : nom d'époux/d'épouse)

Son (ses) prénoms :

Sa date et son lieu de naissance : |__|_|_|_|_|_|_|_|_|

à _____

Sa nationalité : _____

Sa profession : _____

Son adresse : _____

Complément d'adresse : _____

Code postal : |__|_|_|_|_|_| Commune: _____

Pays: _____

Identité du deuxième défendeur :

Madame Monsieur

Son nom de famille (nom de naissance):

Son nom d'usage (exemple : nom d'époux/d'épouse)

Son (ses) prénoms :

Sa date et son lieu de naissance : |__|_|_|_|_|_|_|_|_|

à _____

Sa nationalité : _____

Sa profession : _____

Son adresse : _____

Complément d'adresse : _____

Code postal : |__|_|_|_|_|_| Commune: _____

Pays: _____

Votre situation :

Avez-vous déjà fait une demande au juge aux affaires familiales ? Oui Non

À quelle date |__|_|_|_|_|_|_|_|_| dans quel tribunal _____

À-t-il déjà fixé une obligation alimentaire ? Oui Non

Si oui de quel montant ? _____ € par mois – (bien vouloir joindre la décision)

Cette décision fait-elle l'objet d'un appel ? Oui Non

Autre cas, veuillez préciser :

Votre demande :

Vous demandez **au juge aux affaires familiales** du tribunal de grande instance de :

Code postal |__|_|_|_|_|_| Ville _____
(voir notice « à qui adresser votre demande »)

Veuillez cocher la ou les cases correspondant à votre demande et compléter si nécessaire :

- La fixation** d'une obligation alimentaire **d'un montant de** _____ € par mois.
- L'augmentation de** _____ € par mois, de l'obligation alimentaire qui avait été fixée par décision antérieure ou d'un commun accord avec votre défendeur.
- La réduction de** _____ € par mois de l'obligation alimentaire.
- La suspension** de l'obligation **pendant une période de** _____ mois à compter du _____
- La suppression** de l'obligation alimentaire actuellement versée qui est de _____ € par mois.

Motifs de la demande :

Dans tous les cas, veuillez exposer ci-dessous les motifs qui justifient votre demande :

Tentative de résolution amiable du litige

- J'ai entrepris des démarches en vue de parvenir à une résolution amiable du litige :
- ▶ J'ai adressé un courrier à l'autre partie en vue d'un accord
 - ▶ J'ai eu recours à un médiateur familial
 - ▶ Autre, précisez : _____

Je n'ai pas entrepris de démarches en vue de parvenir à une résolution amiable du litige et je vous indique le motif :

Dans ce cas, je suis informé que le juge pourra me proposer une mesure de médiation.

Votre consentement à la transmission électronique des avis, récépissés, convocations

Vous souhaitez consentir à la transmission électronique des avis, récépissés et convocations adressés par le greffe à une partie par tous moyens, par lettre simple ou par lettre recommandée.

Vous devez pour cela remplir le formulaire cerfa n°15414 « Consentement à la transmission par voie électronique ».

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e) _____ certifie sur l'honneur que les renseignements portés sur ce formulaire sont exacts.

Fait à : _____ Le |_|_|_|_|_|_|_|_|

Signature

La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative aux fichiers nominatifs garantit un droit d'accès et de rectification des données auprès des organismes destinataires de ce formulaire.